

Communiqué de presse

070/24

Montreuil, le 8 novembre 2024

Le Collectif Médecins de l'UFMICT-CGT soutient l'initiative de l'IPADECC « hôpital de campagne » Le 19 novembre à Decize !

Dans de nombreuses villes de France comme à Decize, des maires ont pris l'initiative d'arrêtés provocateurs, pour mettre en évidence le désintérêt affiché par nos gouvernants à l'égard de la désertification médicale: la maire de Decize a interdit à ses administrés d'être malade. Sous l'effet conjugué d'une politique de formation volontairement insuffisante (numerus clausus injustifiable maintenu pendant des décennies), et des fermetures de lits dans les hôpitaux (plus de 40.000 dans les dix dernières années), 87 % du territoire français est considéré comme un désert médical, selon les propres chiffres du Ministère de la Santé.

Le système de santé français est désormais à risque de disparition, soumis à une financiarisation toujours plus agressive, à une criminelle rentabilisation des activités de soins, à l'étouffement programmé par un financement voté chaque année insuffisant.

Des alternatives existent, elles ont été largement médiatisées, et constamment repoussées par les gouvernements successifs; l'une d'elles est une solution d'urgence permettant de lutter contre cette désertification programmée, par l'embauche ou le maintien en poste de médecins à diplôme hors union européenne.

Or, c'est tout le contraire que les gouvernements successifs ont réalisé ces derniers années, modifiant leur statut, rompant les contrats de médecins parfois en poste depuis des années, assurant la survie de nombre de services de nos centres hospitaliers, au premier rang lors de la crise sanitaire.

Symboliquement, en se mettant à disposition de la population à Decize, ces collègues veulent montrer qu'ils ont une place dans notre système de santé, et qu'ils y sont actuellement indispensables; Le Collectif Médecins de l'UFMICT-CGT, qui s'est largement investi dans toutes les mobilisations de soutien aux PADHUES depuis des années, soutient pleinement cette initiative, et se tient prêt à intervenir en cas de menace de sanction.